

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 641

12 mars 2014

SOMMAIRE

Apyscor SARL	30736	Opus Capital S.A.	30766
Ariodante	30724	Orco Property Group	30728
Ateliers de Pétange	30733	Polaris S.C.A., SICAV-SIF	30734
Avaros S.A.	30724	Potsdamer Holding 188-192 S.à r.l.	30734
Aviva Investors	30726	Prodigy Capital Partners Fund	30738
Aziza S.A.	30722	Quamvis S.C.A., SICAV-SIF	30734
Boisclair S.A.	30768	Rifinvest S.A.	30764
Bratcké S.à.r.l.	30732	Samarcande Food Investments S.A.	30727
CoreCommodity Strategy Fund	30730	Sasmat Theodule SCA	30723
Eurolizenz SA	30724	Securialis	30733
Fabemibri S.A.- SPF	30723	SHCO 11 S.à r.l.	30751
FBP Funds Sicav	30730	Sunares	30743
H & A Absolut Return Global SICAV	30727	The Independent UCITS Platform	30738
IL Cosmetics S.A.	30764	Tonka S.A.-SPF	30722
KAS Anorthosis S.C.A.	30754	Venip S.à r.l.	30754
Leudelange Fund	30725	Venip S.à r.l.	30752
Longview Partners Investments	30725	VTB Capital S.A.	30768
MultiConcept Fund Management S.A. ...	30739	West Fields Consolidated S.A., SPF	30723
Noram Investments S.A.	30736	Zoetho S.A.	30722

Aziza S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 111.821.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 28 mars 2014 à 10.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (1^{er} étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission des quatre administrateurs et nomination de nouveaux administrateurs en leur remplacement;
2. Démission du Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau commissaire en son remplacement;
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes sortants;
4. Transfert du siège social;
5. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014033512/693/18.

Tonka S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 176.858.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 21 mars 2014 à 9.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014032040/833/18.

Zoetho S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 178.357.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 2 avril 2014 à 15.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014036175/18.

Fabemibri S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 52.877.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 1^{er} avril 2014 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2013,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2014036176/18.

West Fields Consolidated S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 19.460.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIREqui aura lieu le 1^{er} avril 2014 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014036184/795/16.

Sasmat Theodule SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 107.215.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIREqui se tiendra le 1^{er} avril 2014 à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil de Surveillance et du rapport du réviseur indépendant portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2013;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2013;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux membres du Conseil de Surveillance, au Gérant Commandité ainsi qu'au réviseur indépendant;
6. divers.

Tout Actionnaire sera admis à l'Assemblée ou pourra s'y faire représenter par un mandataire ou par le président de l'Assemblée au moyen d'un pouvoir dont un exemplaire est joint au présent avis de convocation.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE.

Référence de publication: 2014035664/10/20.

Ariodante, Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 57.116.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 28 mars 2014 à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Acceptation de la démission d'un Administrateur et ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et nomination de son remplaçant
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014034376/696/19.

Avaros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 147.288.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 1^{er} avril 2014 à 11:45 heures au 24, rue Saint Mathieu L-2138 Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Presentation of the report of the liquidator.
2. Nomination of a liquidation-commissioner.
3. Fixation of a date for a supplementary extraordinary meeting of the shareholders to approve the report of the liquidator and decide on the closure of the liquidation.
4. Miscellaneous.

Traduit en version française par:

1. Présentation du rapport du liquidateur.
2. Nomination d'un commissaire-vérificateur.
3. Détermination d'une dernière assemblée générale extraordinaire qui approuvera le rapport du liquidateur et prononcera la clôture de la liquidation.
4. Divers.

Référence de publication: 2014036177/1267/21.

Eurolizenz SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 87.058.

Sie sind hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen welche am 31. März 2014 um 11:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung der Hauptversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bestätigung der Aktionäre der Gesellschaft;
2. Auf Anfrage der Aktionäre, Umwandlung der Inhaberaktien der Gesellschaft in Namensaktien und darauf bezogene Maßnahmen;
3. Übertragung von Befugnissen.

Bei der Hauptversammlung muss mindestens die Hälfte des gezeichneten Aktienkapitals anwesend oder vertreten sein. Beschlüsse der außerordentlichen Hauptversammlung werden mit einer Mehrheit von wenigstens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst.

Ein Aktionär darf seine Stimme selbst abgeben oder eine Vollmacht erteilen. Jedes Mitglied hat genauso viele Stimmen wie es Aktien hat und kann an einer jeden Versammlung sein Stimmrecht selbst oder durch einen Bevollmächtigten ausüben.

Luxemburg, den 14. Februar 2014.

Für den Verwaltungsrat

Paul de Haan

Mitglied des Verwaltungsrats

Référence de publication: 2014024355/25.

Longview Partners Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.878.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on *1st April 2014* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2013
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.l.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2014036180/755/19.

Leudelange Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.537.

The shareholders of the Company are hereby informed that the statutory Annual General Meeting held on 10 January 2014 could not validly deliberate on the proposed Agenda items. The shareholders are hereby convened to attend a

SECOND ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office of the Company at 33A, avenue J.F. Kennedy, Luxembourg on *31 March 2014* at 09:30 a.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

Agenda:

1. Reports of the auditor and of the board of directors
2. Approval of the balance sheet and profit and loss accounts as at 30 September 2013 submitted by the board
3. Allocation of year end results of the Company for the accounting year ended 30 September 2013
4. Discharge of the Directors in respect of the financial year ended 30 September 2013
5. Composition of the board of directors
6. Appointment of auditor
7. Miscellaneous

The latest version of the annual report is available free of charge during normal office hours at the registered office of the Company in Luxembourg.

In order to participate in the annual general meeting, the shareholders are requested to deposit their share holdings at the latest at 16:00 (Luxembourg time) five days prior to the annual general meeting with the custodian bank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg or at any other appointed paying agent. The share holdings deposit certificate confirming that the shares will remain blocked until after the annual general meeting must have been submitted to the Company five days before the annual general meeting. The majority at the annual general

meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) five days prior to the annual general meeting (referred to as “record date”). There will be no requirement as to the quorum in order for the annual general meeting to validly deliberate and decide on the matters listed in the agenda; resolutions will be passed by the simple majority of the shares present or represented at the meeting. At the annual general meeting, each share entitles to one vote. The rights of the shareholders to attend the annual general meeting and to exercise the voting right attached to their shares are determined in accordance with the shares held at the record date.

If you cannot attend this meeting and if you want to be represented by the chairman of the annual general meeting, please return a proxy, dated and signed by fax and/or mail at the latest five days prior to the annual general meeting (the “record date”) to the attention of the company secretary at UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, fax number +352 441010 6249. Proxy forms may be obtained by simple request at the same address.

Shareholders, or their representatives, wishing to participate in the annual general meeting are requested to notify the Company of their attendance at least five days prior to the annual general meeting.

The proxy form will only be valid if it includes the shareholder’s and his/her/its legal representative’s first name, surname and number of shares held at the record date and official address and signature as well as voting instructions. Incomplete or erroneous proxy forms or proxy forms, which do not comply with the formalities described therein, will not be taken into account.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014036181/755/44.

Aviva Investors, Société d’Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 32.640.

The board of directors of the Fund (the “Board”) hereby convenes the shareholders to the

ANNUAL GENERAL MEETING

of the Fund (the “Meeting”) to be held at the registered office of the Fund located 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg on Tuesday 1st April 2014 at 3 p.m. CET or at any adjournment thereof, for the purpose of considering and voting upon the agenda below:

Agenda:

1. Acquaintance with the directors’ report and the independent auditor’s report for the accounting year ended 31st December 2013;
2. Approval of the audited annual accounts of the Fund for the accounting year ended 31st December 2013;
3. Allocation of results as proposed by the Board for the accounting year ended 31st December 2013;
4. Ratification of the dividends paid by the Board of the Fund in 2013;
5. Discharge of the directors for the performance of their duties during the accounting year ended 31st December 2013;
6. Statutory nominations, i.e.:
 - a. Ratification of the co-optation of Mark Flaherty as director of the Fund on 29th November 2013, appointed in replacement of William Gilson;
 - b. Appointment of Mark Flaherty as director;
 - c. Renewal of mandates as directors of:
 - i. Emmanuel Babinet,
 - ii. Jacques Elvinger,
 - iii. Edward Potter,
 - iv. Timothy Lucas;
7. Approval of director’s fees for the accounting year ending 31st December 2014;
8. Renewal of PricewaterhouseCoopers (PWC) mandate as independent auditor of the Fund;
9. Any other business which may be properly brought before the Meeting.

Quorum

Resolutions on the agenda of the Meeting may be passed without a quorum by a simple majority of votes expressed by the shareholders present or represented at the Meeting.

Voting arrangements

The rights of a shareholder to attend a general meeting and to exercise a voting right attaching to his shares are determined in accordance with the shares held by this shareholder at the record date (27th March 2014 at midnight).

Shareholders may vote in person or by proxy. Shareholders wishing to attend the Meeting in person shall be admitted provided they have given notice of their intention to attend at least five full days before the Meeting. They shall be admitted subject to verification of their identity and evidence of their shareholding. In order to attend the meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meeting at the Registrar and Transfer Agent office.

Proxy forms for the Meeting, the audited annual accounts, the directors' report and the independent auditor's report are available, free of charge, upon request at the Registrar and Transfer Agent of the Fund, RBC Investor Services Bank S.A. at the following number: +352 26 05 93 28.

Proxy forms should be returned to the registered office of the Fund, 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, to the attention of Aviva Investors Luxembourg S.A. Legal Department, before 6 p.m. CET on 27th March 2014 as further detailed on the proxy form.

For and on behalf of the Board.

Référence de publication: 2014036182/755/49.

Samarcande Food Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.206.

Notice is hereby given that an

ORDINARY GENERAL MEETING

of the shareholders of the Company will be held at the registered office of the Company, 6C, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, on Monday 31st March 2014 at 10.00 am with the following

Agenda:

1. Submission of the Directors' report and of the "commissaire aux comptes" report for the year ended 31st December 2012;
2. Approval of the financial statements as at 31st December 2012;
3. Allocation of the result for the year ended 31st December 2012;
4. Discharge to the directors;
5. Miscellaneous.

The shareholders are informed that the resolutions may be voted only with an approval by at least a majority of the shares present or represented, with no quorum requirement of the shares.

Munsbach, 12 March 2014.

For the Board of Directors

Olivier Dorier

Director

Référence de publication: 2014035660/23.

H & A Absolut Return Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 4, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 170.276.

Die Aktionäre der H&A Absolut Return Global SICAV (die "Gesellschaft") werden hiermit zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 31. März 2014 um 11:00 Uhr in den Geschäftsräumen des Notariats Hellinckx, 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg stattfindet, eingeladen um über folgende Tagesordnung zu beraten und abzustimmen.

Tagesordnung:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes nach 1c, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
2. Löschung des Inhaltsverzeichnisses
3. Änderung des Artikels 2 dahingehend, dass der Sitz der Gesellschaft künftig in der Gemeinde Schuttrange sein wird und auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde verlegt werden kann.
4. Änderung des Absatz 1 des Artikel 28 wie folgt:
In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor bzw. mit einem in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union zugelassenen Kreditinstitut im Sinne von Artikel 30 des Gesetzes vom 5. April 1993 über den

Finanzsektor, welches die Tätigkeit in Luxemburg sowohl über eine Niederlassung als auch im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausüben darf, ("Depotbank") abschließen.

5. Änderung des Absatz 2 des Artikel 30 wie folgt:

[Die Liquidation der Gesellschaft muss grundsätzlich innerhalb eines Zeitraums von neun (9) Monaten abgeschlossen sein. (Sreichung des Satzes)] Der Liquidationserlös der Gesellschaft wird nach Abschluss der Liquidation bei der Caisse de Consignation für den gesetzlich festgelegten Zeitraum hinterlegt werden sofern nicht alle Anleger erreicht werden können. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Frist nicht angefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts.

6. Verschiedenes

Beschlüsse auf die Punkte der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50% des Gesellschaftskapitals sowie eine 2/3 Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien.

Sofern das erforderliche Anwesenheitsquorum dieser Außerordentlichen Generalversammlung nicht erfüllt wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung einberufen. Diese wird, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapital vertreten ist, Beschlüsse zur Tagesordnung mit 2/3 Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien treffen können.

Um an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen und das Stimmrecht ausüben zu können, müssen Aktionäre sich bis spätestens 26. März 2014 am Sitz der Gesellschaft angemeldet haben.

Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Anteilen müssen daneben ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) nachweisen. Eine solche Sperrbescheinigung muss bis spätestens bis spätestens 26. März 2014 am Sitz der Gesellschaft hinterlegt sein und nachweisen, dass die betreffenden Aktien vom Tage der Ausstellung der Bescheinigung an und bis nach der Außerordentlichen Generalversammlung gesperrt sind.

Aktionäre, die nicht an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen können, haben die Möglichkeit, ihr Stimmrecht durch bestellte Vertreter auszuüben. Hierzu muss das am Sitz der Gesellschaft erhältliche Vollmachtsformular ausgefüllt bis spätestens 26. März 2014 am Sitz der Gesellschaft vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2014036183/1346/46.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

The Company convened the General Meeting of the shareholders of the Company (the "Meeting") to be held at the registered seat of the Company at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, on 10 March 2014 at 14:00 CET. The initial convening notice for the Meeting was published on 6 February 2014 in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), and the Luxembourg newspaper Tageblatt, and an amended convening notice for the Meeting was published on 20 February 2014 in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), and the Luxembourg newspaper Tageblatt following the request from shareholder to add new point to the agenda of the Meeting.

The Meeting was held on 10 March 2014 at the registered office of the Company in Luxembourg. During the Meeting, Gamala Limited, a shareholder holding at least one fifth of the share capital of the Company, requested the adjournment of the Meeting by four (4) weeks.

Accordingly, in application of article 67 (5) of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the "LCA"), no resolutions were taken on any points of the agenda of the Meeting on 10 March 2014 and the Meeting was adjourned until 8 April 2014 at 14.00 CET at which time all voting will take place on the same agenda points. The

ADJOURNED MEETING

will be held at the registered seat of the Company at 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg in front of a Luxembourg notary public.

Shareholders who have already submitted their Meeting documents (i.e. Record Date Confirmation, Attendance and Proxy Form, and Proof of Shareholding) may participate on 8 April 2014 without resubmitting these documents. Shareholders who can prove that they were shareholders on the Record Date of 24 February 2014 but who have not yet submitted their Meeting documents have until 12.00 (noon) CET on 3 April 2014 to submit their Meeting documents to participate at the Meeting on 8 April 2014.

Shareholders who became shareholders on or after 25 February 2014 will not be able to participate at the Meeting on 8 April 2014.

Agenda of the Meeting:

1. Removal of Mr. Jean-François Ott from the board of directors of the Company.
2. Appointment of Mr. Guy Shanon to the board of directors of the Company.
3. Appointment of Mr. Ian Cash to the board of directors of the Company.
4. Appointment of Mr. Tomáš Salajka to the board of directors of the Company.
5. Decision to decrease the corporate capital of the Company from its present amount of EUR 229,015,258.- to EUR 114,507,629.- without cancellation of shares, by decreasing the accounting par value of the existing shares from EUR 2.- to EUR 1.- per share with allocation of the reduction proceeds to a reserve (which is available for distribution after the expiry of a period of 30 days following the publication of the minutes of the Meeting in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations). The purpose of such decrease of the share capital is to adapt the share capital and the accounting par value of shares to the prevailing market situation, notably the Company's share price.

Attending the Meeting

In order to attend the Meeting, shareholders must provide the Company with the following three items as explained in greater detail below: (i) Record Date Confirmation, (ii) Attendance and Proxy Form, and (iii) Proof of Shareholding.

Record Date Confirmation: This document shall be provided to the Company by a shareholder at the latest by 12.00 (noon) CET on 3 April 2014. The Record Date is still 24 February 2014 (the "Record Date") which means that even though the Record Date Confirmation can be submitted to the Company on or before 12.00 (noon) CET on 3 April 2014, shareholders must still prove that they were shareholders on the Record Date of 24 February 2014.

The Record Date Confirmation must be in writing and indicate that a shareholder holds the Company shares and wishes to participate in the Meeting. A template form of the Record Date Confirmation is available on the Company's website at www.orcogroup.com.

The Record Date Confirmation must be sent to the Company by post or electronic means so that it is received by the Company at the latest by 12.00 (noon) CET on 3 April 2014, to:

Orco Property Group
40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg
Tel: + 352 26 47 67 1
Fax: + 352 26 47 67 67
email: generalmeetings@orcogroup.com

Attendance and Proxy Form: A template form is available on the Company's website at www.orcogroup.com and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or be represented at the Meeting.

Proof of Shareholding: This document must indicate the shareholder's name and the number of Company shares held at 23:59 CET on the Record Date. The Proof of Shareholding shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the shares are on deposit.

Shareholders wishing to attend the Meeting must send the Attendance and Proxy Form together with the relevant Proof of Shareholding by post or electronic means so that they are received by the Company at the latest by 12.00 (noon) CET on 3 April 2014, to:

Orco Property Group
40, rue de la Vallée
L-2661 Luxembourg
Tel: + 352 26 47 67 1
Fax: + 352 26 47 67 67
email: generalmeetings@orcogroup.com

Please note that only persons who are shareholders at the Record Date and have timely submitted their Record Date Confirmation, Attendance and Proxy Form, and Proof of Shareholding shall have the right to participate and vote in the Meeting.

Documentation and information: The following documents and information are available for the shareholders on our website: www.orcogroup.com and, in particular, in the "Shareholder Corner":

- the present amended convening notice for the adjourned Meeting;
- the total number of shares and the voting rights in the Company as at the date of the initial convening notice;
- the amended draft resolutions of the Meeting;
- the Record Date Confirmation form; and
- the Attendance and Proxy Form.

The above documents may also be obtained by shareholders upon written request sent to the following postal address: Orco Property Group, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

For further information, visit our website: www.orcogroup.com and, in particular, the "Shareholder Corner".

Quorum Requirement: With respect to items 1, 2, 3 and 4 of the Agenda, the Meeting shall validly deliberate regardless of the corporate capital represented. Resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

With respect to item 5 of the Agenda, the Meeting shall not validly deliberate, unless at least one half of the corporate capital is represented. In the event that such quorum condition is not fulfilled, a second meeting may be convened by publishing this convening notice in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), a Luxembourg newspaper and in such media which may reasonably be expected to be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which are accessible rapidly and on a non-discriminatory basis, seventeen (17) days prior to the date of the reconvened meeting provided that (i) the first Meeting was properly convened; and (ii) the agenda for the reconvened Meeting does not include any new item.

The second meeting shall deliberate validly whatever the part of the corporate capital represented thereat.

At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by a majority of two-thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

If you need further assistance or information, please contact: Orco Property Group, 40, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Tel: + 352 26 47 67 1; Fax: + 352 26 47 67 67; email: generalmeetings@orcogroup.com

Luxembourg, 11 March 2014.

The Board of Directors of the Company .

Référence de publication: 2014036174/105.

CoreCommodity Strategy Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 171.519.

Gemäß Art. 22 ff. der Statuten ergeht hiermit die Einladung zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre am 27. März 2014 um 14.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft mit folgender Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das zum 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2013 samt Gewinn- und Verlustrechnung und Anhang sowie Beschlussfassung über die Ergebnisverwendung.
3. Beschlussfassung über die Verlängerung der Mandate sowie über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit während des zum 31. Dezember 2013 abgelaufenen Geschäftsjahres.
5. Beschlussfassung über die Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstitutes bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden, und zwar vorab per Fax (+ 352 221 522 - 500) oder Email (d_FundSetUpOpam@oppenheim.lu), und gefolgt von den Originalen per Briefpost. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im März 2014.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2014036178/1999/27.

FBP Funds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 97.405.

Due to a lack of quorum during the first Extraordinary General Meeting of shareholders held on September 2, 2013, the shareholders of FBP FUNDS SICAV are hereby convened to the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders to be held at the registered office 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg on *March 31st, 2014* at 3.00 p.m. (Luxembourg time) or at any adjournment or reconvened meeting thereof with the following agenda:

I. Agenda:

1. To approve the merger of the Company into the sub-fund HELIOS FBP European (hereafter referred to the "Sub-Fund"), a portfolio of assets created under the umbrella structure of HELIOS, a Luxembourg fonds d'investissement (open-ended investment company) established as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) formed as a société anonyme (public limited liability company) in accordance with the Luxembourg law of 17 December 2010, as amended, relating to undertakings for collective investment (hereafter referred to the "Law of 2010"). More particularly, it is subject to Part II of the Law of 2010, the registered office of which is at 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and more specifically, upon reading
 - * the Board of Directors' report explaining and justifying the merger proposal published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg on July 16th, 2013, and
 - * the auditor's report prepared by INTERAUDIT, S.à r.l., 119, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, in accordance with article 266 of the law of 10th August 1915 relating to commercial companies, as amended.
2. to approve more particularly the merger such as detailed in the merger proposal;
3. to fix the effective date (hereafter referred to the "Effective Date") of the merger on March 31st, 2014 or on such other date as may be determined at the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company upon suggestion of the chairman of the meeting;
4. to approve that on the Effective Date, the assets and liabilities of the Company shall be transferred ipso jure to the Sub-Fund such as detailed in the merger proposal;
5. to approve that on the Effective Date, in exchange for the contribution of the respective assets and liabilities of the Company, HELIOS issues, to shareholders of the Company, shares of the Sub-Fund such as detailed in the merger proposal. The number of new shares to be allocated to shareholders of the Company will be 1 (one) share of the Company for 1 (one) new share of the Sub-Fund;
6. To decide that after the issue of the shares of the Sub-Fund of HELIOS to shareholders of the Company, all of the shares in issue of the Company will be cancelled and the Company be dissolved.
7. To grant discharge to the directors of the Company for the carrying out of their mandates running from 1st October 2013 to the Effective Date.
8. Miscellaneous.

II. Miscellaneous.

The following documents are available for inspection by shareholders at the registered office of the Company and copies thereof may be obtained free of charge upon request:

1. the merger proposal;
2. the current prospectus of HELIOS;
3. the audited annual reports and the Board of Directors' reports of the Company and of HELIOS for the last three financial years;
4. the semi-annual report of the Company as of 31 March 2013, that will also serves as statement of the accounts of the Company required in case the last statements of accounts of the Company would relate to a financial year which end is prior of more than 6 months at the date of the merger proposal, a financial statement must be made up, for the Company, at a date which can not be prior to the first day of the third month preceding the date of the merger proposal.
5. the reports of the Boards of Directors of the Company and of HELIOS explaining and justifying the merger proposal;
6. the audit reports of INTERAUDIT, S.à r.l relating to the merger proposal;

Moreover, the shareholders of the Company are informed that

- the Company has ceased to issue shares since August 1st, 2013;
- any shareholder of the Company wishing to request the redemption of their shares prior to the Second Extraordinary General Meeting, may do so free of charge during a period of one month subsequent to the first publication of this hereby notice to shareholders;
- the disbursements, costs, fees and expenses incurred by the merger of the Company with HELIOS will be funded or borne by the Company on the day on which the merger proposal is published or on the day on which these costs arise in case they were not known on the day on which the merger proposal was published.
- No quorum regarding the number of shares in issue is required in order for the Second Extraordinary General Meeting to be held validly and resolutions, to be valid must raise at least 2/3rd (two thirds) of the votes of the shareholders present or represented at the Second Extraordinary General Meeting.

- Shareholders may participate and vote in person at the meeting or may appoint proxies to participate and vote in their names. Such proxies need not be shareholders of the Company. Forms of proxy may be obtained from the Company's registered office.

- In order to be admitted to the Second Extraordinary General Meeting, the holders of bearer shares must deposit their shares before March 31, 2014 at noon p.m. at the offices of Banque Degroof Luxembourg S.A.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2014026410/755/69.

Bradtké S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 5, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 35.597.

—
Extrait de la réunion des associés du 4 février 2014

Les soussignés:

1) Madame Josée Charlotte Nicole BRADTKÉ, sans état particulier, matricule n° 19520724128, demeurant à CH-1245 Collonge-Bellerive, Chemin du Nantet, 29;

2) Monsieur Charles Jean Nicolas BRADTKÉ, commerçant, matricule n° 19530826115, demeurant à L-3960 Ehlinge, 34, rue du Centre;

3) Madame Denise Marie Suzanne BRADTKÉ, fonctionnaire d'État, matricule n° 19570712120, demeurant à L-5710 Aspelt, 24, Péiter vun Uespelt-Strooss;

4) Monsieur Paul Nicolas Hubert BRADTKÉ, commerçant, matricule n° 19570712112, demeurant à P-11500 Lisbonne, Rua Cardal Sao José, 9, représenté;

5) Monsieur Jacques Anne Charles BRADTKÉ, fonctionnaire d'État, matricule n° 19550608114, demeurant à L-1938 Luxembourg, 3, rue Nicolas Liez;

6) Madame Suzanne Paule BRADTKÉ, éducatrice, matricule n° 19560628164, demeurant à L-2167 Luxembourg, 116, rue des Muguets;

7) Madame Marianne Nicole BRADTKÉ, fonctionnaire européen, matricule n° 19580720121, demeurant à L-2130 Luxembourg, 7, boulevard Charles Marx,

se sont réunis en date du 20 décembre 2013 en assemblée générale et ont constaté sous forme de procès-verbal, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, ce qui suit:

- qu'après le décès des deux associés initiaux, Monsieur Nicolas Paul Charles Bradtké, survenu à Luxembourg le 8 janvier 1991, et Monsieur Paul Marie Hubert Bradtké, survenu à Luxembourg le 30 juillet 2011, ils sont à présent les seuls associés de la société à responsabilité limitée «BRADTKÉ S. à r. l.», avec siège social à L-1611 Luxembourg, 5, avenue de la Gare, constituée par acte notarié en date du 22 novembre 1990, inscrite au R. C. S. L. à Luxembourg sous le numéro B 35. 597;

- que le capital social de ladite société de TREIZE MILLE CENT TRENTE-HUIT virgule TRENTE-SIX euros (13.138, 36 EUR), représenté par CINQ CENT TRENTE (530) parts sociales de VINGT-QUATRE virgule SEPT MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE euros (24, 7893 EUR) chacune, est actuellement détenu comme suit:

- Madame Josée Bradtké, prénommée sub 1),	66,25 part(s)
- Monsieur Charles Bradtké, prénommée sub 2),	66,25 part(s)
- Madame Denise Bradtké, prénommée sub 3),	66,25 part(s)
- Monsieur Paul Bradtké, prénommé sub 4),	66,25 part(s)
- Monsieur Jacques Bradtké, prénommé sub 5),	88,33 part(s)
- Madame Suzanne Bradtké, prénommée sub 6),	88,33 part(s)
- Madame Marianne Bradtké, prénommée sub 7),	88,33 part(s)
Total:	530,00 part(s)

- Que les fonctions de gérants seront occupées dorénavant par Madame Denise Bradtké, prénommée sub 3), dont le mandat a été confirmé, et par Monsieur Jacques Bradtké, prénommé sub 5), nouvellement désigné à ces fonctions par les associés présents ou représentés.

Luxembourg, le 4 février 2014.

Signé: J. Bradtké, Ch. Bradtké, D. Bradtké, J. Bradtké, S. Bradtké, M. Bradtké.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivré par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et publication au Mémorial, Recueil C des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2014.

Référence de publication: 2014034491/51.

(140039534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Ateliers de Pétange, Société Anonyme.

Siège social: L-4908 Pétange, 50, rue des Ateliers.

R.C.S. Luxembourg B 69.066.

—

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'administration lors de la séance du 11 octobre 2013

«Lors de sa séance du 11 octobre 2013, le Conseil d'administration a pris acte de la démission de M. POLINI, Directeur Général, à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le Conseil a nommé lors de la même séance, à l'unanimité, M. Charles DARNANE, demeurant professionnellement à 50, rue des Ateliers L-4908 Pétange, Directeur Général de la Société, pour une durée indéterminée à compter de ce 1^{er} janvier 2014.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014000487/15.

(140000002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2014.

Securialis, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.180.

—

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois "PICTET EUROPE S.A.", établie et ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 15A, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 63573,

ici représentée par Monsieur Georgios-Marios PRANTZOS, juriste auprès de FundPartner Solutions (Europe) S.A., demeurant professionnellement à L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy, (le "Mandataire"), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que la société anonyme qualifiée de "société d'investissement à capital variable" "SECURIALIS", établie et ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 99180, a été constituée suivant acte reçu par Maître Frank BADEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 12 février 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 246 du 2 mars 2004;

2) Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est devenue successivement propriétaire de toutes les actions de la Société (l'"Actionnaire Unique");

3) Que l'Actionnaire Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

4) Que l'Actionnaire Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

5) Que l'Actionnaire Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissent en cette qualité, il aura pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

6) Que l'Actionnaire Unique, dans sa qualité de liquidateur, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

7) Que l'Actionnaire Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué au point 7);

8) Que l'Actionnaire Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

9) Que l'Actionnaire Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission d'actions ou de tous autres valeurs seront annulés;

10) Que décharge pleine et entière est donnée au conseil d'administration et au commissaire pour l'exécution de leur mandat;

11) Que le rapport annuel audité de la Société, couvrant la période du 1^{er} juin 2013 à ce jour, est approuvé;

12) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société à L-1855 Luxembourg, 15A, avenue J.F. Kennedy.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. PRANTZOS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 février 2014. LAC/2014/7001. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014031955/59.

(140035255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2014.

Potsdamer Holding 188-192 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.539.

Il est à noter la nouvelle adresse du gérant, Monsieur Alberto Matta, comme suit:

- Monsieur Alberto Matta, 36 Bedford Gardens, W8 7EH, Londres, Royaume Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014015013/13.

(140017258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Quamvis S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, (anc. Polaris S.C.A., SICAV-SIF).

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 154.951.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of February at 9:00 a.m.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of POLARIS S.C.A., SICAV-FIS a société en commandite par actions (hereafter referred to as the "Fund"), qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, subject to the provisions of the Luxembourg law relating to special investment funds dated February 13th, 2007 (the "Law") and related laws and regulations, with registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and recorded with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.951, incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, 11 August 2010, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations on the date 23 August 2010, number 1714. The articles of association of the Fund have last been amended on 3 April 2013 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 5 June 2013, number 1326.

The meeting was opened at 9:00 a.m. with Daniela Arena, lawyer, professionally residing in Luxembourg, in the chair.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Veronica Aroutiunian, legal advisor, professionally residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Change of the name of the Fund from POLARIS S.C.A., SICAV-FIS to QUAMVIS S.C.A., SICAV-FIS and subsequent amendment of Article 1 “Corporate name - Form” of the articles of incorporation of the Fund.

2. Amendments of Article 6 “General Partner” and Article 15 “Management” in order to reflect the change of the general partner of the Fund.

3. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That all the shares being registered shares, the shareholders of the Fund have been convened pursuant to a convening notice dated 4 February 2014 sent by registered mail to the shareholders and that it appears from the attendance list of the Fund that out of 4,708,972.706 shares outstanding, 4,658,577.585 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. That consequently the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First Resolution

The meeting resolves to change the Fund’s name from POLARIS S.C.A., SICAV-FIS to QUAMVIS S.C.A., SICAV-FIS and to amend Article 1 “Corporate name - Form” of the articles of incorporation of the Fund so that it shall henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Corporate name - Form.** There is hereby established a corporation in the form of a Luxembourg corporate partnership limited by shares (“société en commandite par actions”) under the corporate name “Quamvis S.C.A., SICAV-FIS” (hereafter referred to as the “Fund”), qualifying as a société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé, subject to the provisions of the Luxembourg law relating to special investment funds dated February 13th, 2007 (the “Law”) and related laws and regulations.

The Fund has been set up as a “multiple compartment investment company” and will have the possibility to create additional Sub-Funds, in accordance with the provisions of the Law. Each Sub-Fund shall be treated as separate patrimony of assets and liabilities of the Fund. The rights of investors and creditors with view to each Sub-Fund, including the rights in connection with the creation, operation and liquidation of such Sub-Fund, are limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will therefore be deemed to be a separate entity with view to relations among investors of the Fund.”

Second Resolution

The meeting resolves to replace the current general partner of the Fund, Polaris Capital Management S.à.r.l. with Quaestio Investments S.A., a public limited company (“société anonyme”), qualifying as a management company authorized under article 101 of chapter 15 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and incorporated under the name “Polaris Investments S.A.” on 12 February 2004, with registered office at Luxembourg (L-2520), 5, allée Scheffer, and to amend Article 6 “General Partner” and Article 15 “Management” of the articles of incorporation of the Fund so that they shall, respectively, henceforth read as follows:

“ **Art. 6. General Partner.** The General Partner (associé gérant commandité) of the Fund will be “Quaestio Investments S.A.”, a public limited company (“société anonyme”) incorporated on 12th February 2004, under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is responsible for the management of the Fund and jointly and severally liable for all liabilities which cannot be paid out of the asset of the Fund. The General Partner will hold the Management Shares in the Fund.”

“ **Art. 15. Management.** The Fund will be managed by the General Partner, the public limited company governed by the laws of Luxembourg “Quaestio Investments S.A.”.”

There being no further business, the meeting is closed at 9.30 a.m.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: D. ARENA, V. AROUTIUNIAN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 20 février 2014. Relation: LAC/2014/8073. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

Référence de publication: 2014035507/84.

(140040234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Noram Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.714.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société tenue en date du 20 décembre 2013 que

- Mr. Devindranathsing HURPAUL, né à Rose Hill, Ile Maurice, le 29 mars 1949, demeurant à L-1257 Luxembourg, 6, rue Nicolas Braunshausen a démissionné de son poste d'administrateur de la Société avec effet au 20 décembre 2013.

- Mlle. Sarah STROUP, née à Thionville, France, le 2 janvier 1986, demeurant à 15 Rue d'Escherange F-57100 Thionville a été nommée administrateur de la Société avec effet au 20 décembre 2013 et pour une durée prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2016.

Il en résulte que le Conseil d'Administration est désormais constitué comme suit:

- Mademoiselle Sarah Stroup, administrateur
- Monsieur Thierry Maroten, administrateur
- Monsieur Mukesh Prayagsing, administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014014983/21.

(140017668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Apyscor SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4959 Bascharage, 12, Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 185.029.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le dix février.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. - Christophe SCHINKEL, gérant, né à Ixelles (Belgique), le 12 novembre 1974, demeurant à B-1410 Waterloo, 15, Drève des Chataigniers.

2. - Alexandre DEVULF, gérant, né à Uccle (Belgique), le 27 août 1986, demeurant à B-1640 Rhode-Saint-Genèse, 31, avenue des Cèdres.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de APYSCOR SARL.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Bascharage.

Le siège pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, en vertu d'une décision unanime des associés.

Art. 3. La société a pour objet de réaliser, pour compte propre ou pour compte de tiers, seule ou en association ou en partenariat avec qui que ce soit, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations de fabrication, de commercialisation, d'importation, d'exportation ou autres, relatives à des liquides destinés à être utilisés avec des cigarettes électroniques. Mais aussi toutes opérations de commercialisation, d'importation, d'exportation, de distribution ou autres, relatives à des produits alcoolisés ou tous biens destinés à la distribution, sous toutes leurs formes.

D'une manière générale, la société peut faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles ou de recherches, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à ses activités.

Par ailleurs, la société peut exercer toutes activités de consultant, étude, recherche, prospection, gestion, coordination, mise en oeuvre et suivi de tous services et prestations généralement quelconques relevant, dans tous les secteurs, des domaines du commerce, de l'industrie, du tourisme, ou autre.

Toutes opérations relatives à la recherche et au développement, la production, la création, l'achat et la vente, la valorisation, l'exportation et l'importation, la mise à disposition ou la prise en location, la représentation, la concession, le courtage, la commission, la consignation ou la licence de tous biens meubles ou immeubles, matériels ou immatériels, en ce comprises les oeuvres architecturales, artistiques et littéraires, et la prestation de tous services généralement quelconques relevant du commerce et de l'industrie en général, en ce comprises l'organisation administrative, la gestion financière, la structure technique ou la politique marchande ou non marchande de toutes entreprises, institutions ou organisations nationales comme internationales, publiques comme privées, à buts lucratifs ou non, ainsi que l'organisation d'événements, la promotion et la publicité.

La société peut en outre faire, en recourant selon le cas, à l'association, au partenariat ou à la sous-traitance de toutes entreprises titulaires des accès à la profession, agrégations ou enregistrements requis, toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles, financières et autres se rapportant directement ou indirectement à son objet social, ou susceptibles de contribuer à son développement. De manière générale, la société peut, sans que cette énumération soit limitative, acquérir, aliéner, prendre ou donner en location tous immeubles ou fonds de commerce, acquérir, créer, céder tous brevets, licences, marques de fabrique ou de commerce, s'intéresser de toutes les manières, sous toutes les formes et en tous lieux, à toutes sociétés ou entreprises, affaires, associations et institutions dont l'objet social serait similaire, analogue ou connexe au sein, ou simplement utile à l'extension de ses opérations ou à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

La société peut également exercer les fonctions d'administrateur ou de liquidateur dans d'autres sociétés.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents (12. 400. -) euros, représenté par cents (100) parts de cent vingt-quatre (124. -) euros chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Christophe SCHINKEL, gérant, né à Ixelles (Belgique), le 12 novembre 1974, demeurant à B-1410 Waterloo, 15, Drève des Chataigniers,	
cinquante parts	50
2.- Alexandre DEWULF, gérant, né à Uccle (Belgique), le 27 août 1986, demeurant à B-1640 Rhode-Saint-Genèse, 31, avenue des Cèdres.	
cinquante parts	50
Total: Cent parts	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850. -) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-4959 Bascharage, 12, op Zaemer.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:

- Alexandre DEWULF, gérant, né à Uccle (Belgique), le 27 août 1986, demeurant à B-1640 Rhode-Saint-Genèse, 31, avenue des Cèdres.

La société est engagée par la signature du gérant unique.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sub "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, de tout ce qui précède, Ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Schinkel, Dewulf et Molitor.

Enregistré à LUXEMBOURG A. C., le 20 février 2014. Relation LAC/2014/7988. Reçu soixante quinze euros 75. -.

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2014035189/99.

(140040095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

The Independent UCITS Platform, Société d'Investissement à Capital Variable, (anc. Prodigy Capital Partners Fund).

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 171.356.

In the year two thousand fourteen, on the eighteenth day of February.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, to whom the present deed will remain.

Was held

an Extraordinary General Meeting of shareholders of "PRODIGY CAPITAL PARTNERS FUND", an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable"), having its registered office in L-2557 Luxembourg, transformed into a "société anonyme" submitted to Luxembourg laws by a notarial deed of the 5th day of September, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2326 of the 19th day of September, 2012. The articles of incorporation have not been modified since then.

The meeting was opened by Martine Vermeersch, residing professionally in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary, Ms. Christiane Diademi, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Ms Fanny Dargenton, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Change of the name of the Sicav from "PRODIGY CAPITAL PARTNERS FUND" into "The Independent UCITS Platform" and consequently amendment of Article 1 of the Articles of Incorporation of the Sicav.

2. Election of Mr Hugh Hunter as new Director of the Sicav.

3. Miscellaneous.

II. The present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda and published on January 17, 2 014 and on February 3, 2 014 in the Mémorial C and in the newspapers "Luxembourger Wort" and "Ta-geblatt".

The relevant excerpts are at the disposal of the meeting.

III. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

IV. It appears from the attendance list mentioned hereabove, that out of 825,118 shares actually outstanding, 145.303 shares are duly represented at the present general meeting. But a first meeting with the same agenda dated January 15

th, 2014 before Maître Gérard Lecuit, has not been validly constituted and has accordingly not been authorized to deliberate failing the required quorum.

The present meeting can therefore validly decide on all the items of the agenda whatever the proportion of the represented capital may be.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the name of the Sicav from "PRODIGY CAPITAL PARTNERS FUND" into "The Independent UCITS Platform".

Second resolution

The general meeting decides to amend article 1 of the articles of incorporation, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 1. Name.** There exists among the shareholders a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "The Independent UCITS Platform" (the "Company").

Third resolution

The general meeting decides to elect Mr Hugh HUNTER, CFA, Prodigy Capital Partners LLP, residing professionally in Suite 3A, 17-20 Ironmonger Lane, London EC2V 8EP, U.K. as new Director of the Sicav. His mandate shall expire immediately after the shareholders' meeting to be held in relation to the approval of the annual accounts as at 31 December 2013.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the Sicav and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at ONE THOUSAND EUROS (EUR 1,000).

There being no further business, the Meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board who are known to the notary by their surname, first name, and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Signé: M. VERMEERSCH, C. DIADEMI, F. DARGENTON, H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 février 2014. Relation: LAC/2014/8325.

Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 février 2014.

Référence de publication: 2014033863/72.

(140037761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2014.

MultiConcept Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 98.834.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of the month of January;

Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the corporation MultiConcept Fund Management S.A., a Luxembourg corporation incorporated as société anonyme, with registered office in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under the number 98.834, (the "Corporation").

The Company has been incorporated pursuant to a deed of notary Paul BETTINGEN, residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), on January 26, 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 186 of February 14, 2004,

and the articles of incorporation of the Corporation have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the said notary Paul BETTINGEN, on December 16, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 405, dated 23 February 2006.

The meeting is presided by Mr. Robert ARCHBOLD, Director, Credit Suisse Fund Services (Luxembourg) S.A., with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, being in the chair.

The chairman appoints as secretary of the meeting Mr. Bernhard HEINZ, Conducting Officer of MultiConcept Fund Management S.A., with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr. Daniel BREGER, Assistant Vice President, MultiConcept Fund Management S.A., with professional address at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The chairman then states that:

I.- It appears from the attendance list established and certified by the members of the bureau that the five hundred (500) shares with no par value, representing the entire corporate capital of two hundred and fifty thousand (250,000.-) Swiss francs are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on its agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, all the shareholder represented having agreed to meet after examination of the agenda:

The attendance list has been checked by the scrutineer.

The proxies of the represented shareholder, if any, initialled *ne varietur* by the appearing parties, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time to the registration authorities.

II.- The agenda of the meeting is worded as follows:

1) Change of the purpose of the Corporation and according to this amendment of article 3 of the articles of incorporation.

2) Increase of the corporate capital of the Corporation by Swiss Francs three million eighty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,086,125) from Swiss Francs two hundred fifty thousand (CHF 250,000) so as to amount to Swiss Francs three million three hundred thirty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,336,125) and accordingly amendment of par. 1 of article 5..

3) Appointment of Mr. Robert ARCHBOLD as new member of the Board of Directors.

After approval of the statement of the chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

First resolution:

It is resolved to change the purpose of the Corporation and accordingly to amend article 3 of the articles of incorporation of the Corporation as follows:

“ **Art. 3.** The purpose of the Corporation is the management, administration and distribution of one or more Undertakings for Collective Investments in Transferable Securities or Alternative Investment Funds and in respect of mutual funds, in addition, the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided co-proprietorship interests in the funds.

In particular, the Corporation may carry out any activities connected with the management, administration including the domiciliation of these Undertakings for Collective Investments in Transferable Securities or Alternative Investment Funds irrespective of the fact whether they are managed directly by the Corporation or whether they are, in general, managed by a third party management company, and also irrespective of the fact whether they are of the contractual type (FCPs) or of the corporate type (SICAVs having appointed a management company), portfolio management, risk management and marketing of these funds; it may on behalf of the funds enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, process any registrations and transfer into the register of shares or debentures of any Luxembourg or foreign companies, perform all kind of activities related to the assets of Undertakings for Collective Investments in Transferable Securities or Alternative Investment Funds including for instance the performance of services necessary to meet the fiduciary duties of the Corporation, facilities management, real estate administration activities, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and related matters, advice and services relating to mergers and purchase of undertakings, other services connected to the management of the Undertakings for Collective Investments in Transferable Securities or Alternative Investment Funds and the companies and other assets in which it has invested, exercise on behalf of the funds and the holders of units or shares of the funds, all rights and privileges, especially all voting rights attached to the securities constituting assets of the funds.

The Corporation may, in general, carry out and/or delegate any activities deemed useful for the accomplishment of its object, by remaining always within the limitations set forth by Chapter 15 of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and the Luxembourg law dated 12 July 2013 relating to the alternative investment funds managers implementing Directive 2011/61/EU of 8 June 2011.”

Second resolution:

It is resolved to increase the corporate capital of the Corporation by Swiss Francs three million eighty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,086,125) from Swiss Francs two hundred fifty thousand (CHF 250,000) so as to

amount to Swiss Francs three million three hundred thirty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,336,125) and accordingly to amend par. 1 of article 5 of the articles so as to read as follows:

“The corporate capital is set at three million three hundred thirty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,336,125) divided into five hundred (500) shares in registered form with no par value, all fully paid up.”

Subscription and payment

The meeting acknowledges that the herebefore realised capital increase has been fully paid up by the current sole shareholder by contribution in cash, so that the amount of Swiss Francs three million eighty-six thousand one hundred and twenty-five (CHF 3,086,125) is from this day on at the free disposal of the Corporation, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Third resolution:

It is resolved to appoint Mr. Robert Archbold as new Member of the Board of Directors as of today until the next ordinary general meeting of shareholders to be held in 2014.

Thus the Board of Directors of the company is composed as follows:

- Mr. Jean-Paul Gennari, Luxembourg
- Mrs. Petra Reinhard Keller, Zurich
- Mr. Thomas Federer, Zurich
- Mr. Niklaus Mueller, Luxembourg
- Mr. Robert Archbold, Luxembourg

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the meeting, the meeting was closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing persons, known to the officiating notary by their first and last name, civil status and residence, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

Follows the German translation:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am vierundzwanzigsten Tag des Monats Januar;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg);

Fand

eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre des Unternehmens MultiConcept Fund Management S.A. statt, einem luxemburgischen Unternehmen, gegründet als société anonyme, mit Sitz in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen im Handels- und Firmenregister, Sektion B, unter der Nummer 98.834, (im Nachfolgenden das „Unternehmen“).

Das Unternehmen wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitz in Niederanven (Großherzogtum Luxemburg), am 26. Januar 2004 veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 186 vom 14. Februar 2004,

und der Gesellschaftsvertrag des Unternehmens wurde verschiedene Male geändert und zum letzten Mal gemäß Urkunde aufgenommen durch vorgenannten Notar Paul BETTINGEN, am 16. Dezember 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 405 vom 23. Februar 2006.

Den Vorsitz bei der Generalversammlung führt Herr Robert ARCHBOLD, Director, Credit Suisse Fund Services (Luxemburg) S.A., mit Geschäftsanschrift in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Der Vorsitzende ernennt Herrn Bernhard HEINZ, Conducting Officer von MultiConcept Fund Management S.A., mit Geschäftsanschrift in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, zum Schriftführer der Generalversammlung.

Die Generalversammlung wählt Herrn Daniel BREGER, Assistant Vice President, MultiConcept Fund Management S.A., mit Geschäftsanschrift in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, zum Wahlprüfer.

Anschließend erklärt der Vorsitzende Folgendes:

I.- Aus der von den Mitgliedern des Präsidiums erstellten und geprüften Anwesenheitsliste geht hervor, dass die fünfhundert (500) Aktien ohne Nennwert, die das gesamte Unternehmenskapital in Höhe von zweihundertfünfzigtausend (250.000,-) Schweizer Franken darstellen, bei dieser Generalversammlung ordnungsgemäß repräsentiert sind. Somit ist die Generalversammlung ordnungsgemäß beschlussfähig und kann über die im Nachfolgenden aufgeführten Punkte der Tagesordnung ohne vorherige Ankündigung beraten. Alle vertretenen Aktionäre sind nach Prüfung der Tagesordnung übereingekommen, die Versammlung einzuberufen:

Die Anwesenheitsliste wurde vom Wahlprüfer überprüft.

Die Stimmrechtsermächtigungen der vertretenen Aktionäre, falls vorhanden, die durch die erschienenen Parteien ne varietur paraphiert wurden, bleiben der vorliegenden Urkunde als Anhänge beigelegt, die gleichzeitig bei den Registrierungsbehörden eingereicht wird.

II.- Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

1) Änderung des Unternehmenszwecks und in Übereinstimmung hiermit Änderung von Artikel 3 des Gesellschaftsvertrags.

2) Erhöhung des Unternehmenskapitals von zweihundertfünfzigtausend Schweizer Franken (CHF 250.000) um drei Millionen sechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.086.125), sodass sich ein Betrag von drei Millionen dreihundertsechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.336.125) ergibt; in Übereinstimmung hiermit Änderung von Artikel 5 Absatz 1.

3) Ernennung von Robert Archbold als neues Mitglied des Vorstands.

Nach Annahme des Berichts des Vorsitzenden und Überprüfung, dass die Generalversammlung ordnungsgemäß einberufen wurde, verabschiedet die Generalversammlung nach Beratung einstimmig den folgenden Beschluss:

Erste Beschlussfassung:

Es wird beschlossen, den Zweck des Unternehmens zu ändern und in Übereinstimmung hiermit Artikel 3 des Gesellschaftsvertrags des Unternehmens wie folgt zu ändern:

„ **Art. 3.** Zweck des Unternehmens sind das Management, die Verwaltung und Distribution einer oder mehrerer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere oder alternative Investmentfonds und bezüglich Kapitalanlagefonds, zusätzlich die Emission von Zertifikaten oder Bestätigungen zum Nachweis der ungeteilten Miteigentumsanteile an den Fonds.

Insbesondere kann das Unternehmen alle Tätigkeiten ausführen, die mit dem Management und der Verwaltung verbunden sind, einschließlich der Domizilierung dieser Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere oder alternative Investmentfonds, ungeachtet der Tatsache, ob sie direkt von dem Unternehmen oder allgemein von einem dritten Managementunternehmen verwaltet werden, sowie ebenfalls ungeachtet der Tatsache, ob sie vertraglich gebildet (Fonds commun de placement, FCP) oder als Gesellschaft gegründet wurden (Société d'Investissement à Capital Variable, SICAV mit einem ernannten Managementunternehmen), Portfoliomanagement, Risikomanagement und Vermarktung dieser Fonds; das Unternehmen kann im Namen der Fonds Verträge schließen, Wertpapiere kaufen, verkaufen, tauschen und aushändigen, Eintragungen und Übertragungen in das Aktienbuch oder das Register für Schuldverschreibungen aller luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen vornehmen, Tätigkeiten jeglicher Art betreffend die Vermögenswerte der Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere oder alternative Investmentfonds durchführen, zum Beispiel einschließlich der Durchführung der erforderlichen Dienste zur Erfüllung der treuhänderischen Pflichten des Unternehmens, Gebäudemanagement, Tätigkeiten zur Verwaltung von Liegenschaften, Beratung von Unternehmen zur Kapitalstruktur, industriepolitische Strategien und damit verbundene Angelegenheiten, Beratung und Dienste betreffend Fusionen und den Erwerb von Unternehmen, sonstige mit dem Management für Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere oder alternative Investmentfonds sowie den Unternehmen und Vermögenswerten, in die es investiert hat, verbundene Tätigkeiten sowie Ausübung aller Rechte und Privilegien im Namen der Fonds und der Inhaber von Einheiten oder Aktien, insbesondere aller mit den Wertpapieren, aus denen sich das Vermögen des Fonds zusammensetzt, verbundenen Stimmrechte.

Das Unternehmen kann allgemein alle für die Erfüllung des Unternehmenszwecks als dienlich erachteten Tätigkeiten durchführen und/oder delegieren, wobei stets die Beschränkungen zu beachten sind, die in Kapitel 15 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie im luxemburgischen Gesetz vom 12. Juli 2013 über Manager alternativer Investmentfonds zur Umsetzung der Richtlinie 2011/61/EU vom 8. Juni 2011 festgelegt sind.“

Zweite Beschlussfassung:

Es wird beschlossen, das Unternehmenskapital von zweihundertfünfzigtausend Schweizer Franken (CHF 250.000) um drei Millionen sechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.086.125) zu erhöhen, sodass sich ein Betrag von drei Millionen dreihundertsechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.336.125) ergibt, und in Übereinstimmung hiermit Artikel 5 Absatz 1 zu ändern, der folgenden Wortlaut erhält:

„Das Unternehmenskapital ist auf einen Betrag von drei Millionen dreihundertsechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.336.125) festgelegt und wird in fünfhundert (500) Namensaktien ohne Nennwert aufgeteilt, die alle voll einbezahlt wurden.“

Zeichnung und Einzahlung

Die Versammlung stellt fest, dass die hiervoor getätigte Kapitalerhöhung durch den derzeit alleinigen Aktionär durch eine Bareinlage voll eingezahlt worden ist, so dass der Betrag von drei Millionen sechshundertachtzigtausend einhundertfünfundzwanzig Schweizer Franken (CHF 3.086.125) dem Unternehmen ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Dritte Beschlussfassung:

Es wird beschlossen, Herrn Robert Archbold als neues Mitglied des Vorstands zu ernennen, und zwar ab dem heutigen Tage bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung, die 2014 stattfinden wird.

Folglich setzt sich der Vorstand des Unternehmens wie folgt zusammen:

- Jean-Paul Gennari, Luxemburg
- Petra Reinhard Keller, Zürich
- Thomas Federer, Zürich
- Niklaus Mueller, Luxemburg
- Robert Archbold, Luxemburg

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung verbleiben und niemand erklärt, vor der Versammlung sprechen zu wollen, wird die Generalversammlung geschlossen.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der oben aufgeführten erschienenen Personen, die vorliegende Urkunde in Englisch verfasst und im Anschluss daran eine deutsche Übersetzung angefertigt wurde; auf Anfrage derselben erschienenen Personen und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut hat der englische Text Vorrang.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, unterschrieben die besagten Komparenten zusammen mit Uns, dem Notar, gegenwärtige Urkunde.

Unterzeichnet: ARCHBOLD, HEINZ, BREGER, C. WERSANDT.

Einregistriert in Luxemburg, A.C., am 28. Januar 2014. LAC/2014/4122. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,00 €).

Der Einnehmer (gezeichnet): Irène THILL.

Référence de publication: 2014026806/206.

(140031954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2014.

Sunares, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 26, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.745.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc LECUIT, mit Amtssitz in Mersch, sind die Aktionäre zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital „Sunares“, mit Sitz in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 136.745, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, vom 14. Februar 2008, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 751 vom 28. März 2008.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, vom 29. Juni 2012, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1932 vom 3. August 2012.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Norbert SCHERER, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Die Versammlung beruft zum Stimmzähler Herrn Marc BOESEN, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest:

Die Einberufungen zu gegenwärtiger Versammlung erfolgten im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 215 vom 24. Januar 2014 und Nummer 371 vom 11. Februar 2014, sowie:

- Im „Tageblatt“ vom 24. Januar 2014 und vom 11. Februar 2014,
- Im „Lichtensteiner Vaterland“, vom 24. Januar 2014 und vom 12. Februar 2014,
- im „Luxemburger Wort“ vom 24. Januar 2014 und vom 11. Februar 2014,
- In der „Börsen-Zeitung“ nr 16 vom 24. Januar 2014 und nr 26 vom 11. Februar 2014,
- Im „Economist“ vom 11. Februar 2014,
- Im „The Daily Telegraph“ vom 11. Februar 2014,
- Im „Weltjournal“ vom 24. Januar 2014.

Die Aktionäre wurden außerdem schriftlich an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift einberufen, dies wenigstens acht (8) Tage vor der Versammlung.

I. Der Vorsitzende erstellt die Anwesenheitsliste und prüft die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

Die als richtig bestätigte Anwesenheitsliste, sowie die von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar unter Hinzufügung des Zusatzes „ne varietur“ unterzeichneten Vollmachten, bleiben der gegenständlichen Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

II. Dass die Tagesordnung folgende Punkte umfasst:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes von 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf zu 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxemburg, diesbezügliche Abänderung des Artikels 2 „Sitz“ der Satzung der Gesellschaft und Einfügung einer Konkretisierung zum Verlegen des Gesellschaftssitzes innerhalb einer Gemeinde.

2. Anpassung des Artikels 11 „Berechnung des Anteilwertes“ an gesetzliche Vorgaben und die Regelungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft.

3. Einfügung einer Präzision zur Möglichkeit der Vollmachtserteilung durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft, sowie zur Delegationsmöglichkeit einer von der Gesellschaft ernannten Verwaltungsgesellschaft im Artikel 17 „Übergang von Befugnissen“ der Gesellschaftssatzung.

4. Anpassung des Artikels 18 „Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen“ an gesetzliche Vorgaben und die Regelungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft.

5. Änderung des Datums der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft auf den dritten Mittwoch im Juni im Artikel 22 „Generalversammlung“ der Satzung der Gesellschaft.

6. Einfügung einer analogen Anwendung auf die Bestimmungen des Artikels 22 Absatz 12 im dritten Absatz des Artikels 23 „Generalversammlungen der Anteilhaber in einem Teilfond oder einer Anteilklasse“ der Satzung der Gesellschaft.

7. Streichung der Regelungen zur Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen aus Artikel 24 „Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen“ und Umbenennung dieses Artikels in „Auflösung von Teilfonds oder Anteilklassen“.

8. Einfügung eines neuen Artikels 25 „Verschmelzungen“ und diesbezüglich Anpassung und Neu Nummerierung nachfolgender Artikel der Satzung der Gesellschaft sowie Bezugnahmen auf diese.

9. Streichung des letzten Satzes hinsichtlich des ersten Rechnungsjahres im Artikel 26 „Rechnungsjahr“ der Satzung der Gesellschaft.

10. Jeweilige Präzisierung in den Artikeln 7, 8 und 21 der Satzung der Gesellschaft, dass es sich bei dem Wirtschaftsprüfer um einen „zugelassenen“ zu handeln hat.

III. Der/die bevollmächtigte(n) Vertreter der Aktionäre sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

Diese Anwesenheitsliste, welche durch die/den bevollmächtigten Aktionärvertreter und den Versammlungsvorstand gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen „ne varietur“ paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigefügt.

IV. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 209.054 ausgegebenen Aktien in gegenwärtiger Versammlung 125 vertreten sind.

Die Versammlung stellt fest dass sie rechtsgültig zusammengesetzt und befugt ist, über die verschiedenen Punkte der Tagesordnung zu beschließen, dies da kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist (erste außerordentliche Generalversammlung mit erwähnten Tagesordnungspunkten erfolgte am 17. Januar 2014 ohne dass das Anwesenheitsquorum erreicht wurde).

Alsdann wird nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig entschieden sämtliche Tagesordnungspunkte in einem einzigen Beschluss zusammenzufassen:

Einziges zusammenfassendes Beschlusses

Die Generalversammlung beschließt einstimmig die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach L-1930 Luxemburg, 26, avenue de la Liberté sowie die Abänderung von Artikel 2, 11, 17, 18, 22, 23, 24, 25, 26, 7 und 8 der Satzung wie folgt:

„ **Art. 2. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann er jederzeit an einen anderen Ort innerhalb derselben Gemeinde verlegt werden. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen

Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 11. Berechnung des Anteilwertes. Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in dem Verkaufsprospekt) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Anteilklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten

- (1) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- (3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagezertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- (7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Die Netto-Fondsvermögen der Teilfonds werden nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a. Die in einem Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- b. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- c. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- d. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt (entsprechend der Definition in Artikel 18 dieser Satzung - Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- e. Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- f. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener

und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

g. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h. Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Alle auf eine andere Währung als die betreffende Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die betreffende Teilfondswährung umgerechnet.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Gesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Gesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domiziliar-, Register- und Transferstelle, Gebühr für die Verwaltungsgesellschaft, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, wesentliche Anlegerinformationen (Key Investor Information Document, „KIID“), Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

- a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung

von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilinhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Anteilklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten haftet, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilinhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(1) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(2) auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(3) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

(4) sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 benennen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, eine oder mehrere der Funktionen, welche an sie übertragen wurden, zum Zwecke der effizienteren Ausführung ihrer Aufgaben an Dritte weiterübertragen, welche diese Funktionen für ihre Rechnung ausführen. Die Tatsache, dass die Verwaltungsgesellschaft manche Funktionen an Dritte übertragen hat, hat keinen Einfluss auf die Haftung der Verwaltungsgesellschaft.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Innerhalb dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einem geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, notiert sind („Geregelter Markt“) oder gehandelt werden;

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union (ein „Mitgliedsstaat“ - wobei andere Vertragsstaaten des Abkommens über den EWVR als gleichgestellt gelten), dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist und der anerkannt und für das Publikum offen ist, gehandelt werden;

(iii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Wertpapierbörse oder einem anderen Markt innerhalb West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas gehandelt werden, dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist und der anerkannt und für das Publikum offen ist;

(iv) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen, vorausgesetzt, dass die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zur amtlichen Notiz an einer Börse, einem Geregelten Markt oder einem anderen geregelten Markt gemäß (i) bis (iii) beantragt und innerhalb eines Jahres nach Emission erreicht wird;

(v) unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung können bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren angelegt werden, welche von einem Mitgliedstaat, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD, der G20 Staaten oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Institution, welcher einer oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören sowie Singapur, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die Gesellschaft für den Teilfonds, welcher für die entsprechende Anteilklasse bzw. die entsprechenden Anteilklassen aufgelegt wurde, Wertpapiere aus wenigstens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und dass ferner die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens dieses Teilfonds repräsentieren dürfen;

(vi) Aktien oder Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“) und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“);

(vii) Sichteinlagen oder andere kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten;

(vi) derivative Finanzinstrumente;

(ix) Geldmarktinstrumente;

(x) andere Wertpapiere, Finanzinstrumente oder sonstige Vermögenswerte innerhalb der vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in dem Verkaufsprospekt der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermö-

gens angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

(xi) Aufgrund der Ausnahmegvorschrift des Artikel 77 von Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010, ist die Gesellschaft darüber hinaus berechtigt, Master-Feeder-Strukturen anzuwenden, soweit dies in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 steht und unter der Bedingung, dass eine solche Kombination entsprechend der Anlagepolitik für einen Teilfonds, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wurde, gestattet ist.

(xii) Ein Teilfonds der Gesellschaft kann, vorbehaltlich der Bedingungen, des Verkaufsprospektes der Gesellschaft und der Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Wertpapiere zeichnen, erwerben und / oder halten, die von einem oder mehreren Teilfonds der Gesellschaft ausgegeben werden. Dies gilt jedoch nur unter der Bedingung, dass:

der Zielteilfonds investiert selbst nicht in den Teilfonds, der in diesen Zielteilfonds angelegt wird;

die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden sollen, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Sondervermögens in Anteilen anderer Zielteilfonds desselben OGA anlegen;

das eventuell mit den betroffenen Titeln verbundene Stimmrecht wird so lange ausgesetzt, wie sie von dem fraglichen Teilfonds gehalten werden, unbeschadet einer angemessenen Behandlung in der Buchführung und den periodischen Berichten;

solange diese Titel von dem OGA gehalten werden, wird ihr Wert in jedem Fall nicht für die Berechnung des Nettovermögens des OGA zur Prüfung der gesetzlich vorgeschriebenen Mindestgrenze des Nettovermögens berücksichtigt;

es liegt keine Verdoppelung der Verwaltungs-, Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds des OGA, der in den Zielteilfonds investiert hat, und diesen Zielteilfonds vor.

Art. 22. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts im Großherzogtum Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

Sie wird grundsätzlich am dritten Mittwoch im Juni um 10.30 Uhr abgehalten.

Wenn einer dieser Tage ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Memorial „Recueil des Sociétés et Associations“, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

Art. 23. Generalversammlungen der Anteilhaber in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse. Die Bestimmungen in Artikel 22 Absätze 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11 und 12 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Art. 24. Auflösung von Teilfonds oder Anteilklassen. Der Verwaltungsrat kann beschließen, falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen, das Vermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilhabern den Anteilwert ihrer Anteile an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Anteilwert ohne Kostenbelastung zu verlangen.

Art. 25. Verschmelzungen. Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, zwei oder mehrere Teilfonds der Gesellschaft miteinander oder die Gesellschaft oder ggfs. einen Teilfonds der Gesellschaft mit einem anderen OGAW bzw. einem Teilfonds dieses OGAWs, zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer vom Verwaltungsrat bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Gesellschaft bzw. des oder der Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Anteilhaber haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Anteile in Anteile eines anderen Fonds mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilhaber, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des übernehmenden OGAW bzw. Teilfonds desselben ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilhaber einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds mit einem Luxemburger oder ausländischen OGA bzw. einem Teilfonds dieses OGA, der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Art. 26. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Februar jeden Jahres und endet am 31. Januar des darauf folgenden Jahres.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als drei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den zugelassenen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anteilhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in dem Verkaufsprospekt für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz vom 17. Dezember 2010 und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des

Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß der Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilhaber aus dem Portfeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des zugelassenen Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der zugelassene Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.“

Hiermit ist die Tagesordnung erschöpft und der Vorsitzende erklärt die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Findel-Golf, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: N. SCHERER, M. BOESEN, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 5 mars 2014. Relation: MER/2014/420. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 6 mars 2014.

Référence de publication: 2014035611/470.

(140039896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

SHCO 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 149.525.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement de dénomination de l'associé unique ATC Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l. et ce avec effet au 1^{er} janvier 2014:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Nous vous prions de bien vouloir prendre également note du changement de dénomination du gérant ATC Management (Luxembourg) S.à r.l. et ce avec effet au 2 décembre 2013:

Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014015116/17.

(140016730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.

Venip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 183.555.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-seventh of January.
Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Venfor S.à r.l., a private limited company (“société à responsabilité limitée”) established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 183.361, (hereafter the “Sole Shareholder”), hereby represented by Private Equity Finance & Investment Management Company S.A. having its registered office at 116, avenue des Statuaires, 1180 Bruxelles, Belgium, itself duly represented by Mr. Pierfrancesco POZZI ROCCO, born in Turin, Italy, on 28 July 1962 and residing at 16, avenue des Erables, 1640 Rhode St. Genèse, Belgium.

The appearing party have requested the undersigned notary to enact the following:

- That “Venip S.à r.l.”, a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”), having its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 9 of December 2013 in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- That the share capital of the Company amounts to fifty thousand Euros (EUR 50,000.-), represented by fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each;

- That the appearing party is the Sole Shareholder of the Company;

- That the appearing party fixed the agenda as follows:

Agenda:

1. Resignation of Mrs Stéphanie GRISIUS as Class B Manager;
2. Nomination of a new Class B Manager, Mr Gregory CENTURIONE, manager, having his professional address at L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch;
3. Change of the registered office of the Company to L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch;
4. Subsequent amendment of article 2 of the Articles of Incorporation of the Company;
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions were taken.

First resolution

The Sole Shareholder acknowledges and accepts the resignation of Mrs Stéphanie GRISIUS and decides to appoint a new Class B Manager for an undetermined period, Mr Grégory CENTURIONE, manager, having his professional address at L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to transfer the registered office of the Company from L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe to L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to subsequently amend the paragraph 1 of article 2 of the Articles of Incorporation of the Company as follows:

“ 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Company (the “Registered Office”) is established in the municipality of Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.”

There being nothing else on the agenda the meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the mandatory of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept janvier.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Venfor S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 183.361, (ci-après «l'Associée Unique»), ici représentée par Private Equity Finance & Investment Management Company S.A. ayant son siège social au 116, avenue des Statuaires, 1180 Bruxelles, Belgique, elle-même représentée par Monsieur Pierfrancesco POZZI ROCCO, né à Turin, Italie, le 28 juillet 1962 ayant son adresse au 16, avenue des Erables, 1640 Rhode St. Genèse, Belgium.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que Venip S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 9 décembre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Que le capital social de la Société s'élève à cinquante mille euros (EUR 50.000,-), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

- Que la comparante est l'associé unique de la Société;

- Que la comparante a fixé l'ordre du jour comme suit:

Ordre du jour:

1. Démission de Madame Stéphanie GRISIUS de ses fonctions de gérante de Classe B;
2. Nomination d'un nouveau gérant de Classe B, Monsieur Grégory CENTURIONE, gérant, demeurant professionnellement à L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch;
3. Transfert du siège social de la Société vers L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch;
4. Modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société;
5. Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises par l'Associé Unique:

Première résolution

L'Associé Unique prend acte et accepte la démission de Madame Stéphanie GRISIUS de ses fonctions de gérante de Classe B et désigne un nouveau gérant de même classe pour une période indéterminée, Monsieur Grégory CENTURIONE, gérant, demeurant professionnellement à L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la société de L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe à L-8308 Capellen, 89A, rue Pafebruch.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide en conséquence de modifier le paragraphe 1 de l'article 2 des statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

« 2. Siège Social.

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la commune de Mamer, Grand-Duché de Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance a été levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande des comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. Pozzi Rocco et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 4 février 2014. Relation: LAC/2014/5388. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 février 2014.

Référence de publication: 2014023038/112.

(140027291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2014.

KAS Anorthosis S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 118.728.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

KAS Anorthosis S.C.A.

P.L.C. van Denzen

Member of the supervisory board

Référence de publication: 2014013934/14.

(140016614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Venip S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 183.555.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of December.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Venfor S.à r.l., a private limited liability company established under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register,

here represented by Solange Wolter-Schieres, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"):

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Venip S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including

Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

3.11 the Company's object may also include (i) the development, the creation and the acquisition, including by way of contribution, of technology consisting of any patent, industrial and commercial trademark, copyright, design model and know-how, under whatsoever form and (ii) the registration, the management and the exploitation of the above mentioned by way of use, grant of use, sale, transfer, exchange or otherwise;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is fifty thousand Euros (EUR 50,000) divided into fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of EUR 1.- each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Managers subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Managers subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by at least three (3) managers (the "Managers"), including at least two (2) class A Managers (each a "Class A Manager") and one (1) class B Manager that shall be a Luxembourg based manager (each a "Class B Manager"), who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 The Managers will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 the sole signature of any Class A Manager;

10.2 the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Class A Managers, individually, may delegate any of the Board of Managers' powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 31st December 2013.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The share capital has been subscribed as follows:

Shares:

Venfor S.à r.l.	50,000 Shares
Total:	50,000 Shares

All these Shares have been fully paid up by a contribution in cash so that the sum of fifty thousand Euros (EUR 50,000) corresponding to a share capital of fifty thousand Euros (EUR 50,000) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,500.-.

Sole shareholder's resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed share passed, through its proxyholder, the following resolutions:

1.- The following person is appointed as manager of the Company for an undetermined period and with immediate effect:

- Venrey S.à r.l., a private limited liability company established under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register, as Class A Manager;

- Private Equity Finance & Investment Management Company SA, a société anonyme company incorporated under the laws of Belgium, having its registered office at 116 avenue des Statuaires, 1180 Bruxelles, and registered under number BE 0895.163.114, as Class A Manager; and

- Mrs. Stéphanie GRISIUS, born in Luxembourg, on 27 May 1976 and residing at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager.

2.- The Company shall have its registered office at 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le neuf décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Venfor S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ne pas encore enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. Forme - Dénomination sociale.

1.1 Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de Venip S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit dans l'enceinte de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (tel que défini à l'article 8.2) si la Société a à ce moment un Gérant Unique; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 8.3) si la Société a à ce moment un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même municipalité ou non) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") adoptée conformément aux présents Statuts - y compris l'article 13.4 - et aux lois telles que modifiées du Grand-Duché du Luxembourg, y compris la Loi de 1915 ("Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social ou autres de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à ce que la situation se normalise; cette mesure provisoire n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du Siège Social, restera Luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance de la Société.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales dans et en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

3. Objet. Les objets sociaux de la Société sont les suivants:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient pour l'heure un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (par souscription dès l'origine, offre, acquisition, échange ou autre procédé) tout ou partie des actions, parts, obligations, obligations non-garanties, emprunt obligataire et tout autre titre émis ou garanti par toute personne et tout autre actif de quelque nature qu'il soit et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les céder, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, soutenir ou reprendre tout ou partie de l'activité, des biens et / ou des dettes d'une personne entreprenant une activité;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), et de prêter des fonds et accorder dans chaque cas, à toute personne, des crédits, assortis ou non de sûretés;

3.4 de conclure des emprunts, de réunir des fonds et de sécuriser le paiement des sommes d'argent comme le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) le déterminera, y compris, par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et tout autre titre ou instrument, perpétuel ou autre, convertible ou non, en relation ou non avec tout ou partie des biens de la Société (présents ou futurs) ou son capital non encore levé, et d'acquérir, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir tout titre, fusionner, entreprendre une consolidation ou encore conclure un partenariat ou un arrangement en vue de partager les profits, une conciliation d'intérêts, une coopération, une joint-venture, une concession réciproque ou autre procédé avec toute personne, y compris, tout personne appartenant à la Société;

3.6 de conclure une garantie ou contrat d'indemnités ou de sûretés et accorder une sûreté, en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de sommes d'argent par toute personne (y compris, toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne (une "Entité Détentric") qui est à cet instant un membre ou a de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute personne morale dans laquelle une Entité Détentric a un intérêt direct ou indirect et toute personne qui est associée à la Société dans certaines activités ou partenariat), sans que la Société y perçoive obligatoirement une contrepartie ou avantage (direct ou indirect) et que ce soit par engagement personnel ou gage, cautionnement ou charge pesant sur tout ou partie des biens, des propriétés, des actifs ou du capital non encore émis (présent ou futur) de la Société ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 3.6, une "garantie" comprend, toute obligation, sous toute forme qu'elle soit, de payer, de compenser, de fournir des fonds pour le paiement ou la compensation, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette à laquelle une autre personne est tenue, ou encore d'être responsable de cette dette ou d'une obligation financière;

3.7 d'acquérir, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété immobilière ou mobilière et tout droit ou privilège qui y serait relatif;

3.8 de céder, mettre à bail, échanger, mettre en location ou disposer de toute propriété immobilière ou mobilière et/ou tout ou partie des biens de la Société, contre une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas), y compris, des parts sociales, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libéré, dans le capital de toute personne, que celle-ci ait ou non (en tout ou partie) le même objet social que la Société; détenir des actions, des obligations ou tout autre titre ainsi acquis; apporter des améliorations, gérer, développer, céder, échanger, donner à bail, mettre en gage, disposer ou accorder des droits d'option, tirer parti ou toute autre action en rapport avec tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 d'entreprendre toutes les actions envisagées dans les paragraphes de cet Article 3 (a) à tout endroit du monde; (b) en tant que partie principale, agent, cocontractant, trustee ou de toute autre façon; (c) par l'intermédiaire de trustees, d'agents, de sous-contractants, ou de toute autre façon; et (d) seul ou avec une autre personne ou d'autres personnes;

3.10 d'entreprendre toutes les actions (y compris conclure, exécuter et délivrer des contrats, des accords, des conventions et tout autre arrangement avec une personne ou en sa faveur) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (selon le cas) estime être accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de tout ou partie de ses pouvoirs;

3.11 l'objet social de la Société peut également inclure (i) le développement, la création et l'acquisition, y compris par voie d'apport, de technologie consistant en tout brevet, marque de fabrique ou commerciale, droit d'auteur, modèle et savoir-faire, sous quelque forme que ce soit et (ii) l'enregistrement, la gestion et l'exploitation des technologies précitées par voie d'utilisation, l'octroi du droit d'utilisation, vente, transfert, échange ou autrement;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui requerrait en vertu de la Loi Luxembourgeoise l'obtention d'une autorisation de commerce, sans que cette autorisation conforme à la Loi Luxembourgeoise ne soit obtenue.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) divisé en cinquante mille (50.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs de Parts Sociales au moment pertinent, et "Associé" sera interprété en conséquence.

5.2 La Société pourra établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Les décisions concernant l'utilisation du Compte de Prime d'Emission seront prises par le(s) Gérant(s) conformément à la Loi de 1915 et les présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux ou autres contributions sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en rémunération de cette contribution et peut affecter ces contributions à un ou plusieurs comptes. Les décisions concernant l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Gérant(s) conformément à la Loi de 1915 et les présents Statuts. Afin de dissiper tout doute, toute décision ci-dessus mentionnée pourra, sans que cela ne soit une obligation, affecter tout montant alloué à un contributeur.

5.4 Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux, sous réserve de provisions différentes dans les présents Statuts.

5.5 La Société peut racheter et/ou annuler ses Parts Sociales conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

6. Indivisibilité des parts.

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient par écrit à la Société celui d'entre eux qui est à considérer comme leur représentant; la Société considérera ce représentant comme s'il était le seul Associé pour la Part Sociale en question, y compris pour les besoins de vote, dividende et autres droits de paiement.

7. Transfert des parts sociales.

7.1 Lorsqu'il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Lorsqu'il y a plusieurs Associés:

7.2.1 Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des Associés représentant au moins les trois-quarts des Parts Sociales;

7.2.2 Les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-Associés que moyennant l'agrément des propriétaires de Parts Sociales représentant les trois-quarts des Parts Sociales appartenant aux survivants ou dans les circonstances envisagées à l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 Le transfert de Parts Sociales est soumis aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

8. Administration.

8.1 La Société sera administrée par au moins trois (3) gérants (les "Gérants"), y inclus au moins deux (2) Gérants de classe A (chacun un "Gérant de Classe A") et un (1) Gérant de classe B (chacun un "Gérant de Classe B") qui seront nommés par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si la Société est administrée à un moment par un seul Gérant, il sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 Les Gérants constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment pour toute raison par une Résolution des Associés prise conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

9. Pouvoirs des gérants.

9.1 Le Gérant Unique, quand la Société est administrée par un seul Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, aura tous pouvoirs pour prendre tout ou partie des actions qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, sous réserve des actions qui sont réservées par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts comme devant être décidées par les Associés.

10. Représentation de la société. Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société est valablement engagée et liée vis-à-vis des tiers:

10.1 par la seule signature d'un (1) Gérant de Classe A;

10.2 par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B;

10.3 par la seule signature de toute personne à qui ce pouvoir a été délégué, conformément à l'Article 11.

11. Mandataire des gérants.

11.1 Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de Gérants, les Gérants de Classe A pourront individuellement déléguer n'importe lesquels des pouvoirs du Conseil de Gérance pour remplir des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc et devront déterminer les pouvoirs et responsabilités de tels mandataires et rémunération (le cas échéant), la durée de leur période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de leur mandat.

12. Réunion du conseil de gérance.

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Elles se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de Gérance pourra nommer un président.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Gérants ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.3 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (et seulement un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom à la Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice quant au quorum requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participer en personne à la Réunion du Conseil selon l'Article 12.5.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si au moins une majorité des Gérants est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité des votes des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

12.5 Un Gérant ou le Représentant d'un Gérant peuvent valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de conférence téléphonique, de vidéo conférence ou de tous autres équipements de communication à condition que toutes les personnes participantes à une telle réunion soient dans la capacité de s'entendre et de se parler tout au long de la réunion. Une personne participant de cette manière devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires qui sont traitées de cette manière par les Gérants seront réputées pour les besoins des présents Statuts, valables et effectivement conclues à une Réunion du Conseil, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Gérants (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit.

12.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou s'agissant de tout Gérant, le Représentant du Gérant) est valable et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et pourra consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu et signé(s) par ou au nom du ou des Gérant(s) concerné(s).

12.7 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

13. Résolutions des associés.

13.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

13.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 13.3, 13.4 et 13.5, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par les Associés détenant plus que trois quarts des Parts Sociales, toutefois si un tel chiffre n'est pas atteint lors de la première assemblée ou lors des premières résolutions écrites, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions pourront être adoptées à la majorité des votes, indépendamment du nombre de Parts Sociales représentées.

13.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société sans un vote unanime de tous les Associés.

13.4 Sous réserve des dispositions prévues à l'article 13.3 et 13.4, toute résolution pour modifier les présents Statuts (y compris le changement de Siège Social), sous réserve de dispositions contraires, doit être passée par une majorité en nombre des Associés représentant les trois quarts des Parts Sociales.

13.5 Une résolution pour décider de la dissolution de la Société ou pour déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou pour nommer les liquidateurs doit être passée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

13.6 Une réunion des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation préalable et formalités si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

13.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

13.8

13.8.1 S'il y a moins de vingt-cinq Associés dans la Société, les Résolutions des Associés pourront être passées par voie de résolutions écrites des Associés plutôt que lors d'une Assemblée Générale à la condition que chaque Associé reçoive le texte précis des résolutions ou décisions à adopter.

13.8.2 La majorité requise pour l'adoption de résolutions par une Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Sauf si requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y aura pas de quorum pour l'adoption de résolutions écrites des Associés. Les résolutions écrites des Associés sont valablement prises immédiatement après la réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopieur ou des pièces jointes aux courriels) des votes des Associés sous réserve des exigences prévues à l'article 13.8.1 et les dispositions ci-dessus de l'article 13.8.2, indépendamment du fait que tous les Associés aient voté ou pas

14. Exercice social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année, étant entendu qu'à titre de mesure de transition, la première année sociale de la Société commence le jour de sa constitution et se termine le 31 décembre 2013.

15. Droit de distribution des parts.

15.1 Le bénéfice net déterminé en conformité avec la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent du capital social.

15.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des Statuts, la Société peut par résolutions des Associés déclarer des dividendes en conformité avec les droits respectifs des Associés.

15.3 Le Gérant Unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Associé(s) avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi de 1915 ou

selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés pourront être recouvrées auprès de(s) l'Associé(s) concerné(s).

16. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par l'Assemblée Générale conformément à la Loi Luxembourgeoise et l'Article 13. Si à cet instant la Société n'a qu'un seul Associé, cet Associé pourra, à sa discrétion, résoudre de liquider la Société en évaluant personnellement les actifs et les passifs, connus ou non, de la Société.

17. Loi Luxembourgeoise et interprétation.

17.1 Dans les présents Statuts:

17.1.1 Une référence fait à:

- (a) Un genre, inclut tous les autres genres;
- (b) (à moins que le contexte n'exige une interprétation différente) le singulier inclut le pluriel et vice-versa;
- (c) Une "personne" emporte référence à tout individu, entreprise, société, corporation, ou autre personne morale, gouvernement, Etat ou agence étatique ou tout autre joint venture, association, ou partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (peu important qu'ils aient ou non une personnalité morale distincte);
- (d) Une disposition législative ou loi inclut toutes les modifications pouvant y être apportées et toutes les nouvelles promulgations de celles-ci.

17.1.2 Les mots "inclut" et "incluant", devront être interprétés comme étant suivis des mots "sans limitations" et des termes généraux ne devront pas être interprétés restrictivement en raison de mots les suivants ou les précédant indiquant une classe particulière d'actes, affaires ou choses ou d'exemples tombant dans le champ des termes généraux;

17.1.3 Les titres des présents Statuts n'affectent pas leur interprétation ou structure.

En sus des présents Statuts, la Société est soumise à toutes les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

Souscription - Libération

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

Parts Sociales:

Venfor S.à r.l.	50.000 Parts Sociales
Total:	50.000 Parts Sociales

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) correspondant à un capital de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.500,-.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant la totalité du capital social, a pris, via son mandataire, les résolutions suivantes:

1- Les personnes suivantes sont nommées au Conseil de Gérance de la Société pour une durée indéterminée et avec effet immédiat:

- Venrey S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ne pas encore enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, comme Gérant de Classe A;

- Private Equity Finance & Investment Management Company SA, une société anonyme de droit belge ayant son siège sociale à Avenue des Statuaires 116, 1180 Bruxelles, Belgique, enregistrée au registre de commerce belge sous le numéro 0895.163.114, comme Gérant de Classe A; et

- Madame Stéphanie GRISIUS, née à Luxembourg, le 27 mai 1976 ayant son adresse professionnelle à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme Gérant de Classe B.

2 - Le Siège Social de la Société est établi à 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 décembre 2013. Relation: LAC/2013/58212. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011348/536.

(140012331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

IL Cosmetics S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 62.222.

Rifinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 132.748.

—
PROJET DE FUSION

L'an deux mille quatorze, le quatre mars.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, soussignée.

Ont comparu:

I. - Monsieur Anouar BELLI, employé privé, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme «IL COSMETICS S. A.», en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 28 février 2014.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II. - Monsieur Anouar BELLI, employé privé, demeurant professionnellement à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl,

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme «RIFINVEST S. A.»,

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 28 février 2014.

Un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquelles sociétés, représentées comme dit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter authentiquement les termes et conditions du projet de fusion (fusion inversée) intervenu entre elles, et ce ainsi qu'il suit:

1. La société «IL COSMETICS S. A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 62222, au capital social de EUR 170. 000. - euros, représenté par 3. 429 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées,

- est détenue à 100% (actions, représentant la totalité du capital social et donnant droit de vote, par

la société «RIFINVEST S. A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 132748, au capital social de EUR 31. 000. - euros, représenté par 1. 000 actions d'une valeur nominale de EUR 31. - chacune, entièrement libérées.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

- que l'activité de «IL COSMETICS S. A.», est:

“La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.»

- et que l'activité de RIFINVEST S. A. est:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct et substantiel tous concours, prêts, avances ou garanties. La société n'aura pas d'activité industrielle propre et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.

La société a en outre pour objet la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.»

- que les sociétés «IL COSMETICS S. A.» et «RIFINVEST S. A.» souhaitent fusionner pour des raisons de facilités administratives, de gestion et de rationalisation économique, afin de simplifier la structure du capital et de réduire les frais d'opération du groupe,

- que les actionnaires souhaitent la réalisation de ces deux activités dans une même société,

- qu'il est projeté de réaliser une opération de fusion inversée où la filiale «IL COSMETICS S. A.» absorberait la maison mère «RIFINVEST S. A.» et ce pour faciliter les procédures administratives à accomplir concernant l'activité de «IL COSMETICS S. A.»,

- que les actionnaires de la société absorbée recevront les actions de la société absorbante au prorata des actions qu'ils possédaient dans la société absorbée sans augmentation de capital dans «IL COSMETICS S. A.»,

- qu'il y a donc lieu, afin de rationaliser la structure administrative et économique de ces entités de procéder à une fusion.

La société anonyme «RIFINVEST S. A.» à absorber, ne possède aucun bien immobilier.

2. La société anonyme «IL COSMETICS S. A.» (encore appelée la société absorbante) entend fusionner (fusion inversée) conformément aux dispositions des articles 257 à 284 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec la société anonyme «RIFINVEST S. A.» (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2014.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5. La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et qu'ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

12. Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;

- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il verra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;

- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

13. Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

14. Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

15. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales ainsi que la légalité du présent projet de fusion établi en application de l'article 278 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'opération est considérée comme une fusion par absorption.

DONT ACTE, passé à Luxembourg les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: BELLI, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/03/2014. Relation: EAC/2014/3272. Reçu soixante-quinze euros 75, 00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 06 mars 2014.

Référence de publication: 2014034742/128.

(140039603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Opus Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3850 Schiffflange, 72-80, avenue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 156.385.

L'an deux mille quatorze, le quinze janvier.

Par-devant Maître Blanche MOU TRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "OPUS CAPITAL S.A.", établie et ayant son siège social à L-3850 Schiffflange, 72-80, avenue de la Libération, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 2678 du 7 décembre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 156385.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 4 avril 2011, publié au Mémorial C numéro 1330 du 18 juin 2011.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Antonio DA FONSECA, agent immobilier, né le 19 mai 1968 à Resende (P), demeurant à L-3521 Dudelange, 37, rue Karl Marx.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Paulo DOMINGUES CARMO, agent immobilier, né le 17 octobre 1974 à Differdange, demeurant professionnellement à Schiffflange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

- 1.- Démission et décharge aux administrateurs de catégorie B.
 - 2.- Suppression des catégories A et B concernant les administrateurs.
 - 3.- Modifications conséquentes des articles 6 et 9 des statuts de la société.
 - 4.- Nomination d'un nouvel administrateur et détermination actuelle de la composition des membres du Conseil d'Administration.
 - 5.- Acceptation de la démission avec décharge au Commissaire aux comptes et nomination d'un nouveau Commissaire aux comptes.
 - 6.- Divers.
- II.- Qu'il résulte d'une liste de présence que les DIX MILLE (10.000) actions d'une valeur nominale de TROIS EUROS DIX CENTS (€ 3,10-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000,-)

sont dûment représentées à la présente assemblée; cette liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée générale décide et accepte les démissions des administrateurs de catégorie B soit Monsieur Marc FELTES et Madame Nadine FELTES, et elle leur accorde bonne et valable quittance et décharge pour toutes les opérations effectuées jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide la suppression des catégories d'administrateurs dans la société.

Troisième résolution

Suite à ce qui précède, l'assemblée générale décide la modification des articles 6 et 9 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

Administration - Surveillance

« **Art. 6. Composition du Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.»

« **Art. 9. Représentation.** La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

Toutefois, pour toutes les opérations entrant dans le cadre des activités soumises à l'autorisation préalable du Ministère des Classes Moyennes et du Tourisme, la société devra toujours être engagée soit par la signature collective d'un administrateur et de l'administrateur-délégué au nom duquel ladite autorisation est délivrée, soit par la signature de l'Administrateur Unique pour autant que le signataire individuel soit détenteur de l'autorisation de commerce.

La signature de l'administrateur-délégué sera cependant suffisante pour représenter valablement la société au niveau de la gestion journalière.»

Quatrième résolution

Suite aux résolutions précédentes l'assemblée générale décide de nommer un troisième administrateur à la société savoir Monsieur Antonio DA FONSECA, agent immobilier, né le 19 mai 1968 à Resende (P), demeurant à L-3521 Dudelange, 37, rue Karl Marx.

L'assemblée constate que la composition du Conseil d'Administration est la suivante jusqu'à l'assemblée générale de 2014:

1.- La société anonyme "AGENCE IMMOBILIERE DU FUTURE S.A.", en abrégé "IMMO FUTURE S.A.", établie et ayant son siège social à L-3850 Schifflange, 72-80, rue de la Libération, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 85918, qui conformément à l'article 51 bis de la loi du 25 août 2006 modifiant la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, a désigné pour l'exécution de cette mission son représentant permanent Monsieur Antonio DA FONSECA, agent immobilier, né le 19 mai 1968 à Resende (P), demeurant professionnellement à L-3850 Schifflange, 72-80, rue de la Libération;

2.- Monsieur Paulo DOMINGUES CARMO, agent immobilier, né le 17 octobre 1974 à Differdange, demeurant professionnellement à L-3850 Schifflange, 72-80, rue de la Libération.

3.- Monsieur Antonio DA FONSECA, agent immobilier, né le 19 mai 1968 à Resende (P), demeurant à L-3521 Dudelange, 37, rue Karl Marx.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances suivant les dispositions de l'article 9 des statuts de la société.

Cinquième résolution

L'assemblée générale accepte la démission du Commissaire aux comptes «Bureau MODUGNO S.à r.l.» et lui accorde bonne et valable quittance et décharge pour toutes les opérations effectuées jusqu'à ce jour.

L'assemblée générale nomme en remplacement comme nouveau Commissaire aux comptes la société anonyme MIRA GROUP S.A., ayant son siège social à L-3850 Schifflange, 72-80, Avenue de la Libération, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95966.

Frais

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: DA FONSECA, DOMINGUES CARMO, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 janvier 2014. Relation: EAC/2014/917. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014011147/105.

(140012392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.

VTB Capital S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 97.053.

- Mme. Anja Wunsch, résident professionnellement au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, est nommé administrateur de la société, en remplacement l'administrateur démissionnaire, Mme Heike Kubica, avec effet au 23 janvier 2014.

- Le nouveau mandat de Mme. Anja Wunsch prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 23 janvier 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014014368/15.

(140015668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 janvier 2014.

Boisclair S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 122.433.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 décembre 2013

Messieurs Camille Cigrang, Freddy Bracke, Michel Jadot et Madame Anne-Marie Grieder sont renommés administrateurs.

La société ADHELYS N.V, numéro entreprise 880888177, siège social 97, Rechtstraat B-2570 Duffel, avec comme représentant permanent Monsieur Wim Heyselberghs ayant la même adresse, est nommée administrateur.

Madame Marie-Reine Bernard est renommée commissaire aux comptes.

Tous les mandats viendront à expiration lors de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Pour extrait sincère et conforme

A-M. Grieder / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014014509/17.

(140016943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2014.